



MINISTÈRE
DES FINANCES

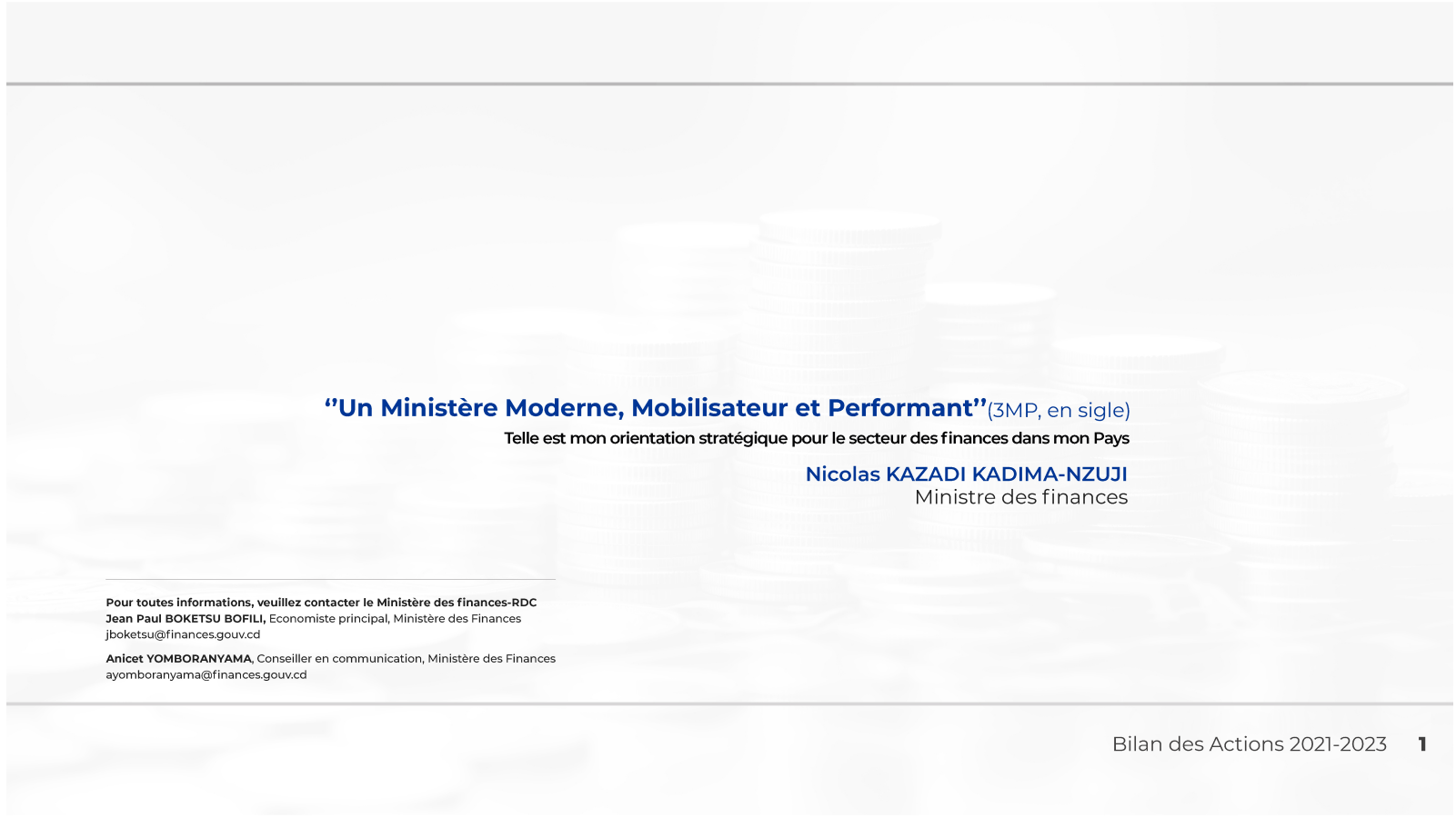


Nicolas KAZADI
Ministre



O'Neige N'SELE
Vice-Ministre





“Un Ministère Moderne, Mobilisateur et Performant”(3MP, en sigle)

Telle est mon orientation stratégique pour le secteur des finances dans mon Pays

Nicolas KAZADI KADIMA-NZUJI

Ministre des finances

Pour toutes informations, veuillez contacter le Ministère des finances-RDC

Jean Paul BOKETSU BOFILI, Economiste principal, Ministère des Finances
jboketsu@finances.gouv.cd

Anicet YOMBORANYAMA, Conseiller en communication, Ministère des Finances
ayomboranyama@finances.gouv.cd



Excellence Monsieur
Félix Antoine TSHISEKEDI
Président de la République Démocratique du Congo



Excellence Monsieur
Jean-Michel SAMA LUKONDE
Premier Ministre



Excellence Monsieur
Nicolas KAZADI KADIMA-NZUJI
Ministre des Finances



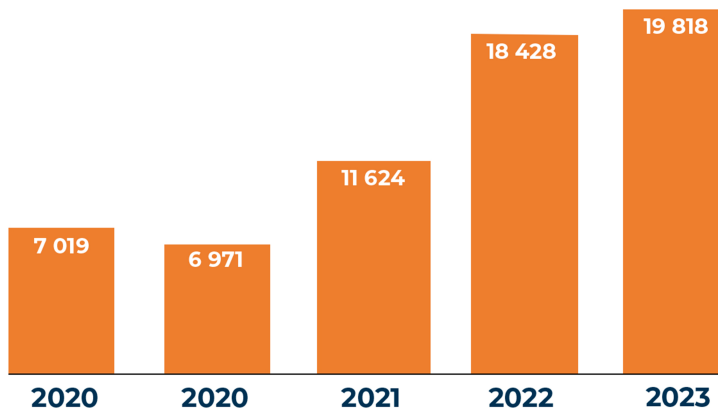
Excellence Madame
O'neige N'SELE MIMPA
Vice-Ministre des Finances

RECORD HISTORIQUE DANS LA MOBILISATION DES RESSOURCES PUBLIQUES

Recettes intérieures

■ Triplement des recettes intérieures annuelles mobilisées

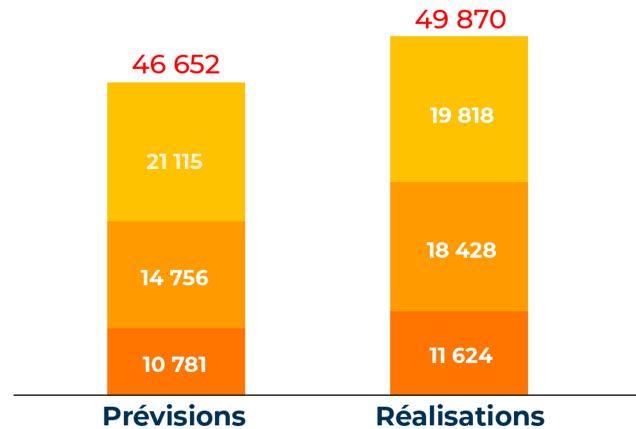
*Recettes intérieures mobilisées
(milliards CDF)*



■ Réalisations au-delà des assignations budgétaires (107%)

Recettes intérieures mobilisées vs Assignations budgétaires (milliards CDF)

■ 2021 ■ 2022 ■ 2023

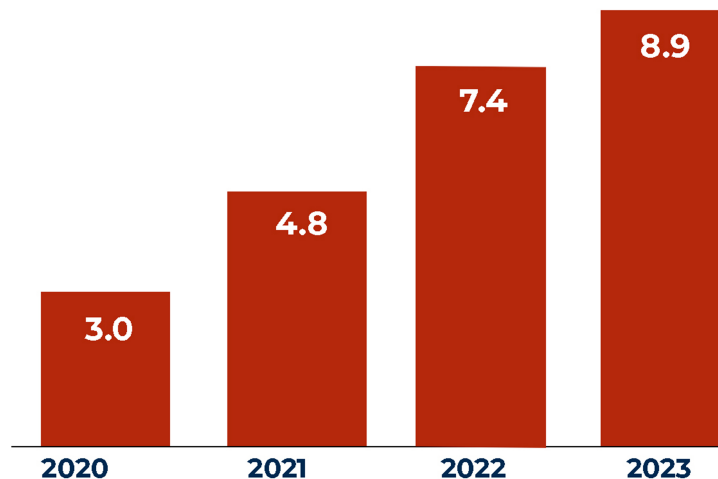


RATIONALISATION DE LA QUALITE DE LA DEPENSE PUBLIQUE

Ressources extérieures

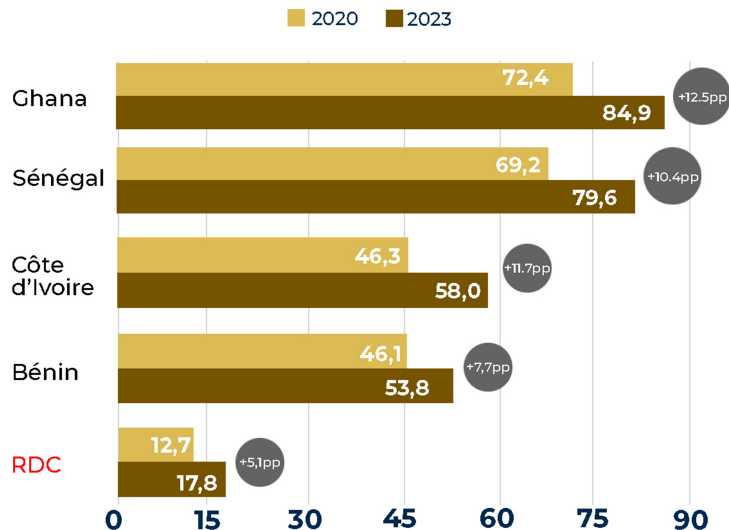
■ Triplement des ressources extérieures

Portefeuille des ressources extérieures
(milliards USD)



■ Gestion viable et soutenable de la dette publique

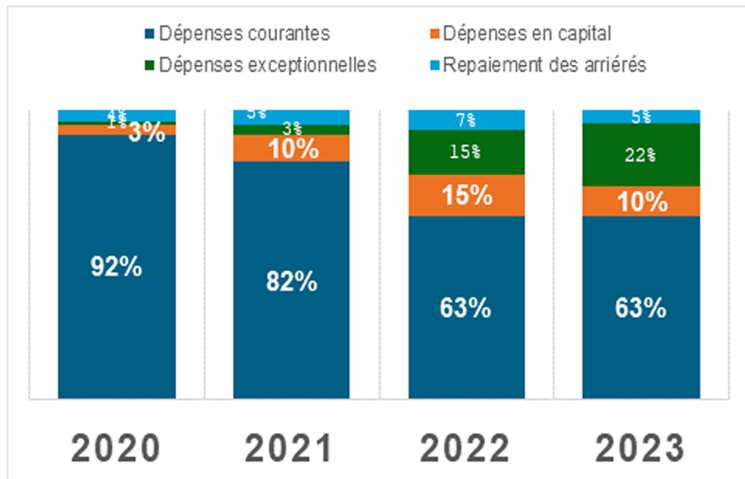
Niveau d'endettement public (en % PIB)



Dépense publique de qualité

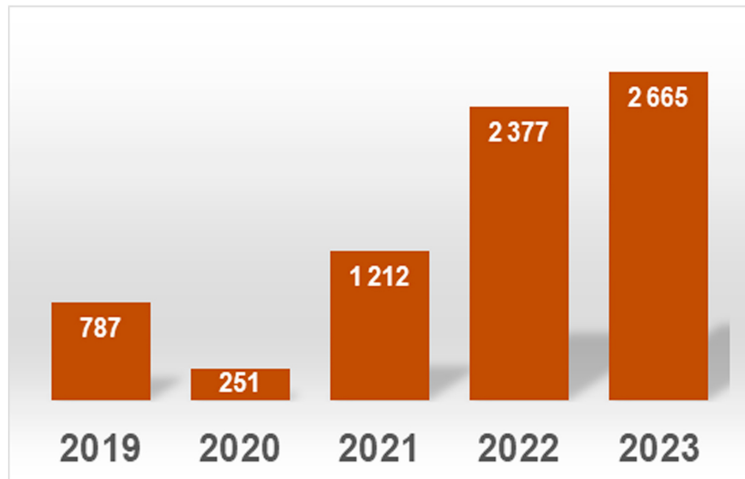
- Baisse de la part des dépenses courantes au profit de l'investissement public

Composition de la dépense publique



- Augmentation de plus de 10 fois du niveau de l'investissement sur ressources propres

*Dépenses en capital sur ressources propres
(en milliards CDF)*



RATIONALISATION DE LA QUALITE DE LA DEPENSE PUBLIQUE

Projets Prioritaires du Président financés par les ressources mobilisées (1/3)

EDUCATION	SANTÉ
Gratuité de l'éducation primaire Près de 1,5 milliards de dollars investi chaque année, réduisant la charge supportée par les parents : • Frais de scolarité et acquisition de manuels scolaires pour plus de 10 millions d'élèves au primaire • 3,5 millions d'élèves supplémentaires ont rejoint les bancs de l'école, dont la majorité est composés de filles • Prise en charge des frais de fonctionnement des écoles • Augmentation des salaires de 260 000 enseignants • Formation des enseignants	Couverture de Santé Universelle (CSU) : • 404 000 femmes ont bénéficié de soins prénataux • 350 000 femmes ont accouché gratuitement Acquisition des vaccins traditionnels (Paludisme, tuberculose, VIH/SIDA) ; Malnutrition : traitement gratuit de 1,5 millions d'enfants Construction et réhabilitation des hôpitaux de référence: • Mama Yemo 550 lits, Camp Tshatshi 150 lits, hôpital de Sendwe (Lubumbashi), 175 Centre de Santé de Référence dans les 145 territoires
INFRASTRUCTURES : routes, aéroports, bâtiments administratifs, infrastructures sportives, marchés,...)	
Routes : • Construction de routes bitumées à travers le pays • Réhabilitation des routes en terre (Grand Equateur, Grand Bandundu, Grand Kasai,...) • Réhabilitation de pistes de desserte agricole • Acquisition de 5600 machines et équipements pour la construction et réhabilitation des routes Francophonie : construction et réhabilitation des infrastructures sportives, routières et universitaires	Aéroports : • Réhabilitation de 5 aéroports et aérodromes avec équipements de balisage : Kisangani, Mbuji-Mayi, Kindu, Bunia, Boende Bâtiments publics et complexe sportifs : • Construction du Centre Financier et des Congrès de Kinshasa, • Réhabilitation du Palais de la Justice • Construction du bâtiment de l'Office des Routes • Construction de l'ARENA Construction de 10 marchés ruraux

RATIONALISATION DE LA QUALITE DE LA DEPENSE PUBLIQUE

Projets Prioritaires du Président financés par les ressources mobilisées (2/3)

EAU ET ENERGIE

- Réhabilitation des **centrales hydroélectriques INGA 1&2** pour **632 MW** additionnels produits
- Construction et réhabilitation d'un poste électrique de 220 KV à Kinsuka pour **3 millions de nouveaux d'abonnés**, soit un accroissement de la **desserte en électricité de 20%** dans la ville de Kinshasa
- Construction des usines de traitement d'eau potable à Kinshasa pour **4 millions des nouveaux abonnés**
- Projet **d'électrification rurale** avec ANSER : 22 micro-centrales solaires et 1 centrale hydroélectrique (Kasai, Equateur, Haut-Uele, Bas Uele, Ituri et Kwilu)
- Construction de **forages et des stations mobiles de traitement d'eau** à travers le pays
- Paiements réguliers à la **SNEL et REGIDESO** pour couvrir les arriérés

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT LOCAL DES 145 TERRITOIRES (PDL 145 – T)

Construction de 2 130 ouvrages dont près 500 achevés à travers les 145 territoires :

- 1 198 écoles
- 787 centres de santé
- 145 bâtiments administratifs

POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES

- **Augmentation des salaires** des fonctionnaires de plus de 30%, de la Police, de l'Armée
- **Augmentation de la prime** des magistrats, des médecins et quelques catégories de professeurs
- Paiement de la **pension des retraités** des agents publics
- **Subvention de 50% du prix du carburant à la pompe**, soit près de **1.5 milliards de dollars en 2022**
- **Construction de logements sociaux (site Mukilango)**

RATIONALISATION DE LA QUALITE DE LA DEPENSE PUBLIQUE

Projets Prioritaires du Président financés par les ressources mobilisées (3/3)

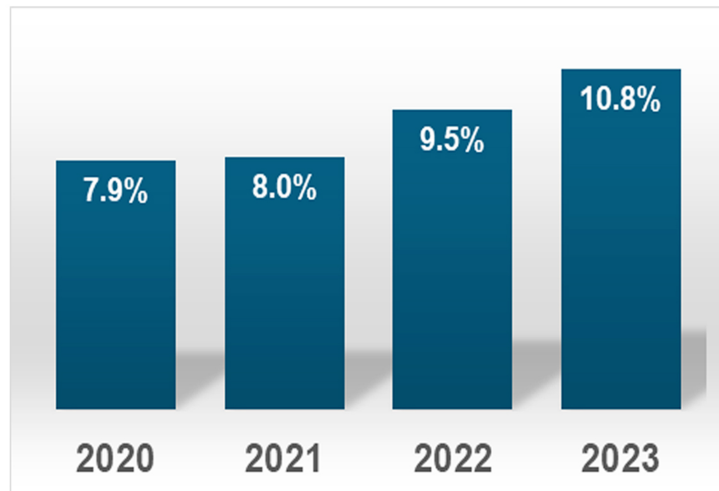
MODERNISATION DE LA DIPLOMATIE ET JUSTICE	DÉPENSES EXCEPTIONNELLES
Diplomatie : • Depuis 2021, paiement régulier des salaires et frais de fonctionnement des ambassades • Achat, réfection et équipements des représentations diplomatiques • Bancarisation de la paie des diplomates • Paiement des cotisations auprès des organisations internationale • Déploiement de l'assurance des diplomates et leurs familles Justice : • Pension alimentaire des prisonniers	• Financement des élections pour plus d'un milliard de dollars sur ressources propres • Dotation des moyens à nos Forces Armées : équipements et matériels, formation, construction des infrastructures dans le cadre de la loi de programmation militaire • Financement des catastrophes et actions humanitaires
APPUI À L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	
• Projets structurants : Port en eau profonde de Banana, Metrokin, Aéroports, parcs agro-industriels (dont Ngandajika et la ZES de Maluku) • Appuis aux entreprises publiques : MIBA, Congo Airways, SNEL, REGIDESO	

DEVELOPPEMENT DU SECTEUR FINANCIER

Financement de l'économie

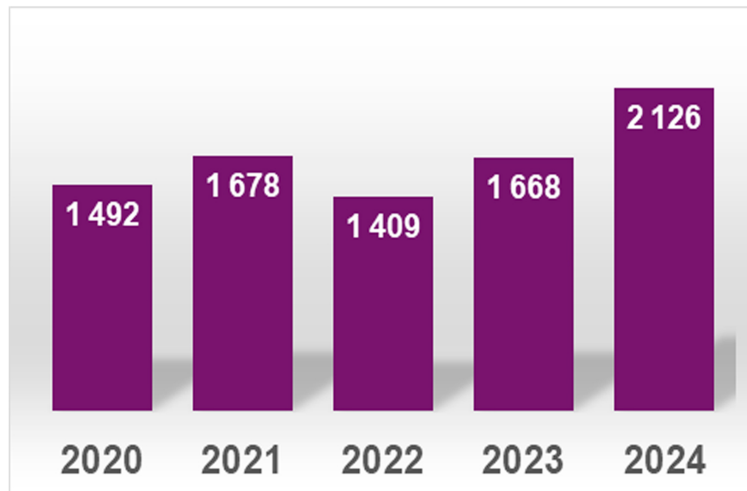
- Hausse du crédit à l'économie, levier de croissance

Crédit au secteur privé (en % PIB)



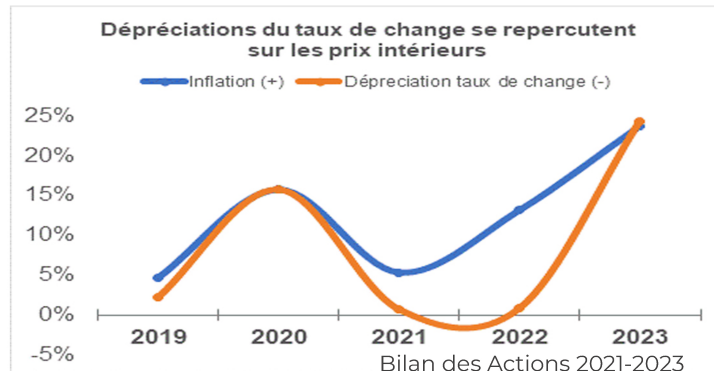
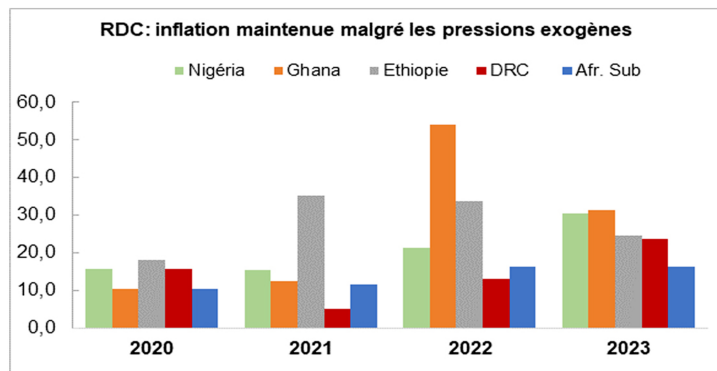
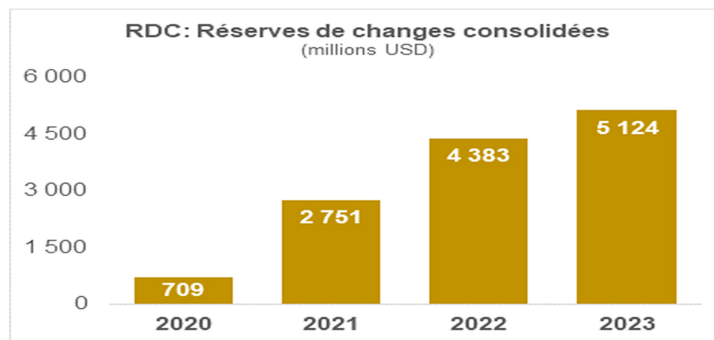
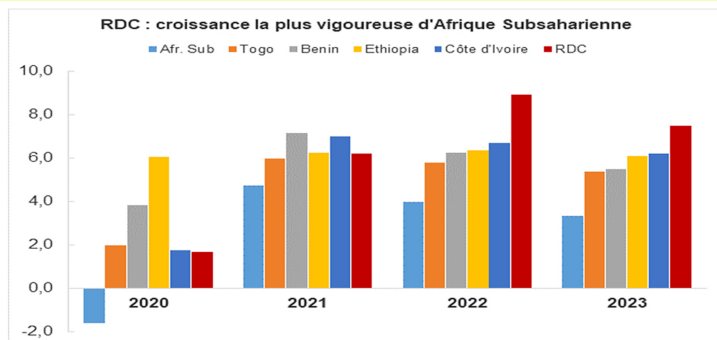
- Investissements Directs Étrangers en progression malgré les chocs multiples

Investissements Directs Étrangers (en millions USD)



CONSOLIDATION DE LA CROISSANCE ET DE LA STABILITÉ MACROECONOMIQUE

Fondamentaux macroéconomiques solides



AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE DU PAYS

Crédibilité et attractivité du Pays accrues

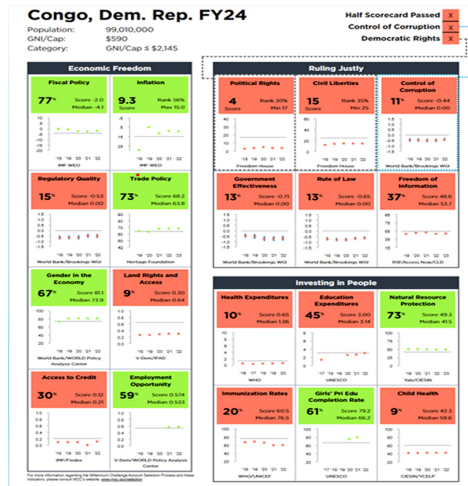
■ Hausse du score de la notation-pays

- Moody's : **Caa3 à B3**
- S&P : **CCC+ à B-**

Sens de la note	Moody's	S&P
Première qualité	Aaa	AAA
	Aa1	AA+
	Aa2	AA
	Aa3	AA-
Haute qualité	A1	A+
	A2	A
	A3	A-
Qualité moyenne supérieure	Baa1	BBB+
	Baa2	BBB
	Baa3	BBB-
Qualité moyenne inférieure	Ba1	BB+
	Ba2	BB
	Ba3	BB-
Spéculatif	B1	B+
	B2	B
	B3	B-
Très spéculatif	Caa1	CCC+
	Caa2	CCC
	Caa3	CCC-
Risque élevé	Ca	CC
Ultra spéculatif	C	C/Ci/R
Défaut, avec espoir de recouvrement		SD
Défaut sélectif		D
Défaut		

■ Indicateurs MCC Performants

Passage de 3 à 7 indicateurs au vert, favorisant des opportunités de croissance et d'amélioration du niveau de vie

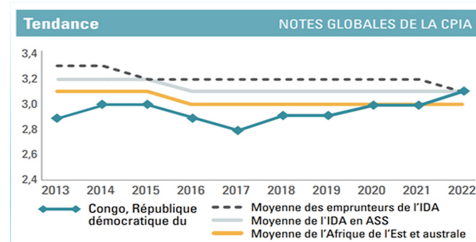


■ Adhésion au Compact with Africa

RDC: 13^{ème} pays à intégrer l'initiative du G20 pour l'Afrique, Compact with Africa, rassemblant les pays les plus réformateurs du continent, pour attirer les investissements privés

■ Amélioration de la Note CPIA

Note de 2.9 en 2019 à 3.1 en 2022, améliorant la qualité des politiques et des institutions





**MINISTÈRE
DES FINANCES**